
LES 27 ET 28 MAI 2004, CENTRE DES CONGRÈS ATLANTIA, LA BAULE



Dossier de presse

www.world-investment-conference.com

Contacts Presse

Agence C3M– Tél. : 01 47 34 01 15 / 06 60 97 24 00

médias français : Sophie Daudignon, sophie@agence-C3M.com

médias internationaux : Claude Isabelle Vieillard, claudivieillard@agence-C3M.com

et : Michelle Amiard, michelle.amiard@agence-C3M.com

Contact Comité de pilotage

Sylvie Farjon, Ouest Atlantique, directeur de l'information et de la communication

Tél. : 02 51 84 42 00 / 06 80 02 90 17



LA BAULE 2004 – WORLD INVESTMENT CONFERENCE

est organisée :

à l'initiative de Ouest Atlantique, l'agence de promotion économique de la France Atlantique,

conjointement avec l'AFII, l'Agence Française pour les Investissements Internationaux,

avec le parrainage de la Commission européenne,

et la participation d'Ernst & Young.

LA BAULE 2004 – WORLD INVESTMENT CONFERENCE bénéficie du soutien de :

La Région Bretagne

La Région Pays de la Loire

La Région Poitou-Charentes

Le Conseil Général de Loire Atlantique

La Ville de La Baule

Cap Atlantique

La DATAR

Le CIC Banque CIO

La Caisse des dépôts et consignations

EDF

Le comité de pilotage de LA BAULE 2004 – WORLD INVESTMENT CONFERENCE intervient dans la définition des thèmes et la sollicitation des intervenants. Outre les organisateurs, il est composé de grandes agences de développement nationales et régionales, et de dirigeants français d'entreprises d'envergure mondiale : Francis BAILLY (GENERAL ELECTRIC), Philippe CARLI (SIEMENS), Jacques GUERS (XEROX), Christian BRABANT (WHIRLPOOL).



Sommaire

- **QUELLES STRATEGIES POUR ATTIRER ET FIXER EN EUROPE LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX ?**
- **ORGANISATEURS ET PARTENAIRES**
- **UN BAROMETRE ANNUEL SUR L'ATTRACTIVITE DE L'EUROPE ET DES REGIONS EUROPEENNES**
- **« L'ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES : COMMENT FAVORISER LA CROISSANCE EN EUROPE ? »**
- **L'INNOVATION, FACTEUR DE CROISSANCE ET D'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE ?**
- **EXTERNALISATION ET PARTENARIAT : QUEL IMPACT SUR LA LOCALISATION DES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX ?**
- **LE CAPITAL HUMAIN : COMMENT DEVELOPPER, ATTIRER, ET ANCRER LES INGENIEURS ET CHERCHEURS DE HAUT NIVEAU ?**
- **ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE : LES NOUVEAUX « GREEN FIELDS » ?**
- **CLUSTERS : SONT-ILS VRAIMENT ATTRACTIFS ?**
- **NOS PROPOSITIONS POUR RENDRE L'EUROPE PLUS ATTRACTIVE ET PLUS COMPETITIVE**
- **ANNEXE : LE PROGRAMME EN UN CLIN D'ŒIL**



Quelles stratégies pour attirer et fixer en Europe les investissements internationaux ?

Attirer et ancrer des investissements internationaux a toujours été et reste une priorité pour les régions européennes. Cet enjeu d'attractivité est un enjeu en termes de croissance et de création de richesses et d'emplois. Aujourd'hui, la concurrence de l'Europe est plus forte qu'elle ne l'a jamais été tant sur les activités industrielles classiques que sur les services ou les activités technologiques : la Chine bien sûr mais également l'Inde, le Brésil, Taiwan, la Russie, ... sont des compétiteurs puissamment armés.

Pour réussir à rester attractive dans cet environnement très concurrentiel, l'Europe doit continuer à renforcer ses compétences scientifiques et technologiques, ses capacités d'innovation, la formation de sa main-d'œuvre, etc.

LA BAULE 2004 – WORLD INVESTMENT CONFERENCE a naturellement choisi l'innovation et la recherche comme thème de cette seconde édition de cette manifestation européenne consacrée à la compétitivité et à l'attractivité de l'Europe : « Making Europe more attractive ». Elle est ainsi pleinement en phase avec les objectifs fixés par la Commission européenne à Lisbonne de renforcer le potentiel technologique du vieux continent en faisant notamment passer à 3 % le pourcentage du PIB consacré à la R&D. C'est la raison qui a conduit Romano Prodi à apporter son parrainage à cette manifestation.

Sous ce terme générique de la recherche et de l'innovation, de nombreux sujets seront abordés, comme :

- L'innovation, facteur de croissance et d'emploi dans l'industrie ?
- *Outsourcing*, externalisation et partenariat : quel impact sur la localisation des investissements internationaux ?
- Le capital humain. Comment développer, attirer et ancrer les ingénieurs et chercheurs de haut niveau ?
- Le développement durable, quels défis à relever ?
- Les *clusters* : modèles à suivre ?

Ces questions concernent l'ensemble des pays européens, y compris les nouveaux entrants d'Europe centrale qui aujourd'hui attirent plus grâce à un coût de main-d'œuvre moins élevé mais qui sont déjà – eux aussi – confrontés à des problèmes de délocalisations, vers la Chine notamment.

Si l'attractivité est l'affaire de l'Europe et des états, c'est aussi l'affaire des régions.

« *L'attractivité de l'Europe, c'est aussi l'attractivité des régions. Il faut qu'il y ait une pleine coordination aux niveaux européen, national et régional* », souligne Pierre Guenant, président du Comité de pilotage de LA BAULE 2004, et par ailleurs président de PGA, grand groupe européen de distribution automobile. L'Europe



bousculée par la mondialisation, se réunit à LA BAULE pour réfléchir aux moyens de renforcer sa compétitivité. Il s'agit vraiment d'une mobilisation générale !

À la rencontre des grands patrons, des agences de développement et de promotion de l'investissement, et des responsables politiques de tout premier plan

Ce sera plus d'une cinquantaine de grands patrons d'entreprises mondiales qui, à LA BAULE 2004 – WORLD INVESTMENT CONFERENCE, les 27 et 28 mai, débattront des questions de l'attractivité des territoires, avec les agences de développement à l'échelle européenne, et les représentants politiques européens. Chacun trouvera là un lieu naturel de rencontres et d'expression. Plus de cinq cents congressistes – chefs d'entreprises, experts, investisseurs, agences de développement – sont attendus.

La France et LA BAULE, lieux de réflexion sur l'attractivité européenne...¹

Améliorer l'attractivité de l'Europe au travers de la recherche et de l'innovation : le message-clé de LA BAULE 2004 – WORLD INVESTMENT CONFERENCE. De nombreuses pistes de réflexion sont ouvertes au sein des conférences, ateliers et tables rondes : financement, fiscalité, développement durable, environnement, politique régionale, capital humain, *clusters*, ... Ensemble, intervenants et participants proposeront leurs critères en termes d'attractivité et définiront des stratégies de reconquête des investissements internationaux pour l'Europe. La table ronde de conclusion verra ainsi se confronter les points de vue de représentants du monde politique et de l'entreprise, en conclusion de cette édition 2004 de LA BAULE.

... et d'annonce pour le monde politique

Le Premier Ministre français², Jean-Pierre Raffarin, a annoncé en décembre dernier une quarantaine de mesures en faveur de l'attractivité. Il en avait fait auparavant la promesse à LA BAULE 2003. Le gouvernement a ainsi créé un Conseil Stratégique pour l'Attractivité qui réunit une vingtaine de présidents de grandes sociétés internationales. Parmi ceux-ci, Sir Francis Mackay, président de Compass, qui sera à nouveau présent cette année à LA BAULE – WORLD INVESTMENT CONFERENCE.

Cette année encore, les débats et échanges serviront de base à des propositions d'actions pour les élus présents, soit au niveau régional, national ou européen. Que nous réserve l'édition 2004 avec, au programme du dîner de gala, Jean-Pierre Raffarin, Pat Cox, président du parlement européen, Jacques Barrot et Peter Balasz, commissaires européens, et M. Cho, CEO de Toyota ?

¹ En janvier, le comité de pilotage de La Baule 2004 – World Investment Conference s'est ainsi réuni dans les bureaux de la Commission européenne à Paris.

² <http://www.premier-ministre.gouv.fr>.



Organisateurs et partenaires

L'initiative de la conférence revient à **Ouest Atlantique**, l'agence de promotion et de développement économique de la **France Atlantique** (régions Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes). L'agence s'appuie sur ses 35 années d'expérience au service des entreprises et des investisseurs étrangers. En France Atlantique, les investissements étrangers représentent 100 000 emplois répartis sur 625 sites, issus de 460 investisseurs internationaux de 29 nationalités différentes.

Ouest Atlantique, 35 ans d'expertise pour développer une région. Ouest Atlantique est l'agence de Promotion et de Développement économique de la France Atlantique (régions Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes). Ses missions consistent depuis près de 35 ans à valoriser le territoire, mobiliser les acteurs des trois régions, attirer les nouveaux investissements, conseiller et faciliter l'implantation. Au-delà des entreprises créées par des entrepreneurs locaux tels que Yves Rocher, Doux, Bénéteau, JAS Hennessy, Bolloré, Pinault, la France Atlantique attire des entreprises du monde entier : Texas Instruments, Visteon, Canon, Scania, Siemens, ... On trouve en France Atlantique des sociétés en provenance de 29 pays différents.

Les investissements étrangers réalisés en France Atlantique représentent aujourd'hui 106 000 emplois, répartis sur 625 sites dépendant de 460 investisseurs étrangers. Ses pôles d'activités prioritaires, sélectionnés en tenant compte des atouts concurrentiels spécifiques du territoire et des évolutions technologiques, industrielles et commerciales des marchés, sont constitués de trois domaines : les technologies de l'information et de la communication (télécommunications, optique/photonique, communications sans fil, sécurité des systèmes d'information, traitement de l'image, industries de la connaissance : e-knowledge & e-learning), les technologies du transport (automobile, aéronautique, constructions navales et nautiques, systèmes de transport intelligent), les technologies du vivant (agroalimentaire, agro-industrie et industries et services liés, technologies de la santé, biotechnologies).

LA BAULE 2004, est co-organisée par l'**AFII**, l'agence nationale chargée de la promotion, de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France.

Investisseurs, la France vous aime : le rôle de l'AFII. Présidée par Clara Gaymard, Ambassadrice déléguée aux investissements internationaux, l'Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII) est l'agence nationale chargée de la promotion, de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France. Elle est l'organisme de référence sur l'attractivité et l'image de la France. L'AFII s'appuie sur un réseau mondial, national et local, composé de spécialistes pluridisciplinaires, établis dans son siège à Paris et dans ses bureaux à l'étranger, qui couvrent l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie.

Sur le plan territorial, elle travaille en partenariat étroit avec les agences de développement économique pour apporter les meilleures opportunités d'affaires et un service personnalisé aux investisseurs. L'AFII définit la stratégie de promotion qui valorise les atouts de la France, fournit un service personnalisé aux investisseurs internationaux en leur présentant des offres régionales adaptées à leurs besoins, en organisant des visites de sites et de locaux, en proposant le montage financier des projets, en mobilisant les aides publiques pour le compte de l'investisseur.



L'AFII s'appuie sur des services centraux à Paris et un réseau de vingt-deux bureaux (Invest in France Agencies), en partenariat avec la DREE (Direction des relations économiques extérieures) et les missions économiques à l'étranger. En liaison avec les collectivités territoriales et la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et l'action régionale), l'agence effectue un suivi des investissements réalisés et prend en compte les attentes et besoins des entreprises dans les adaptations réglementaires, fiscales, sociales et administratives.

Cabinet d'audit, droit et finance, implanté dans 134 pays, **Ernst & Young** est partenaire-fondateur de la WORLD INVESTMENT CONFERENCE. **Ernst & Young** publie chaque année un baromètre sur l'Attractivité, dont il réserve la primeur à la tribune internationale que constitue LA BAULE – WORLD INVESTMENT CONFERENCE. **Ernst & Young présentera donc, en ouverture et en première exclusivité, son baromètre annuel de l'attractivité de l'Europe, un benchmark inédit de l'Europe face à onze autres zones mondiales et, à l'intérieur de l'Europe, une comparaison entre douze pays.**

Ernst & Young fournit une assistance à de nombreuses sociétés dans le cadre de leurs projets de développement international : une équipe de consultants mobilise l'expertise issue des différentes lignes de services pour déterminer les meilleures options en termes de stratégie, de processus et de localisation définitive.

En outre, Ernst & Young collabore également avec divers organismes publics en Europe (conseils municipaux, autorités nationales, agences de développement régional, ...) en les aidant à adapter leurs infrastructures, leur cadre juridique et fiscal, leurs politiques de formation, leurs outils de promotion de l'investissement, ... aux sociétés ciblées.



Un Baromètre annuel sur l'attractivité de l'Europe et des régions européennes

Pour la quatrième année consécutive, en 2004, Ernst & Young interroge des dirigeants internationaux sur leurs projets d'implantation et d'investissements en Europe. Ernst & Young présentera, en ouverture de LA BAULE 2004 et en première exclusivité, les résultats de son baromètre annuel de l'attractivité de l'Europe.

L'étude annuelle des implantations internationales en Europe présentée par **Patrick GOUNELLE, President Ernst & Young France, President Western Europe**, fournit des analyses et des commentaires concrets qui vont enrichir les débats de LA BAULE 2004 – WORLD INVESTMENT CONFERENCE, en cernant les attentes, les déceptions, les intentions et les souhaits des investisseurs étrangers.

« L'attrait des pays » et la « compétitivité des régions » sont des thèmes toujours très suivis par les économistes, les entreprises et les responsables des investissements dans tous les pays. Toute une série de chiffres, de données et d'études sont régulièrement publiées sur le sujet. Il est cependant primordial de définir les méthodes, les sources et le périmètre pour obtenir des informations cohérentes, des indicateurs comparables et une vision générale réaliste.

Dans le cadre d'une approche qualitative et quantitative, l'étude réalisée par Ernst & Young relative à l'attrait de l'Europe (« *European Attractiveness Survey* ») présente à la fois la réalité des investissements et nous éclaire sur les intentions et les attentes des investisseurs internationaux vis-à-vis de leurs projets d'investissement en Europe.

Conscients de la nécessité de fournir une étude aussi exhaustive qu'actuelle sur l'Europe, 513 décideurs internationaux ont été interrogés pour connaître et analyser leurs attentes et leurs avis sur l'Europe en tant que lieu possible pour leurs investissements directs. La diversité des personnes interrogées, en termes d'origine, de taille d'entreprise et de secteurs d'activités, apporte un éclairage différent et une perspective nouvelle aux analyses et aux thèmes généralement abordés dans ce type d'étude.

Les résultats de cette étude ont été recoupés avec ceux de la base de données du « European Investment Monitor » (EIM). L'EIM surveille en permanence les projets d'investissement internationaux, chaque année, depuis 1997.

EIM Online est la source d'informations la plus complète sur les annonces de projets d'investissements directs étrangers dans toute l'Europe. Cette base de données comprend notamment les informations suivantes :

. la société mère souscrivant l'investissement et le pays d'origine ;



- . le pays, la région et la ville accueillant les projets d'investissement ;
- . le mode d'investissement (amorçage, expansion ou co-localisation) ;
- . la branche d'activité et le type d'activité (ex. siège social, centre d'appels, usine de production...)
- . le nombre d'emplois créés / préservés, ...

Plus de 4 000 sources sont régulièrement suivies pour constituer la base de données.

Comprenant, d'une part, un benchmark inédit de l'Europe face à onze autres zones mondiales et, d'autre part, au sein de l'Europe, une comparaison de douze pays, l'étude permet de mesurer la réalité des investissements directs étrangers en Europe, ainsi que la perception de 500 dirigeants au plan mondial. Par cette approche originale, Ernst & Young mesure les changements d'opinions, les souhaits et les attentes de la communauté des affaires.

Pour mémoire, l'an dernier, l'Europe a enregistré une nouvelle baisse des implantations internationales, confirmant une tendance enregistrée dès 2002 : **4 % de moins d'implantations**, soit une chute de 29 % des emplois créés par les investisseurs directs étrangers. La redistribution des cartes est significative : l'Allemagne, l'Espagne, le Benelux, l'Irlande perdent des points au profit des pays de l'Est. **La France résiste bien** : elle est toujours en première place européenne pour les investissements industriels, le Royaume-Uni lui disputant le *leadership* pour l'accueil des fonctions stratégiques (sièges sociaux, centres de R & D).

Quels sont les nouveaux lieux stratégiques en Europe ? Comment l'Europe se situe-t-elle par rapport aux autres régions du monde ? Comment les sociétés perçoivent-elles l'élargissement de l'UE ?

**Les réponses seront communiquées à LA BAULE
le 27 mai prochain**



« L'attractivité des territoires : comment favoriser la croissance en Europe ? »

Jeudi 27
mai
10 h 45

La table ronde réunit, sous la houlette de Robert GRAHAM, FINANCIAL TIMES :
SIEMENS AG, Edward G KRUBASIK, Executive VP Siemens AG ;
GLAXOSMITHKLINE, Andrew WITTY, President Pharmaceuticals Europe ;
ERNST & YOUNG, James TURLEY, Chairman and CEO ;
COMMISSION EUROPÉENNE, Peter BALASZ, Commissioner for Regional Policy and Institutional Reform ;
Jean-Philippe Cotis, Chief Economist and Head of the Economics Department, OECD PARIS
GOVERNEMENT FRANÇAIS, Gilles DE ROBIEN, Ministre de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer ;
RÉGION PAYS DE LA LOIRE, Jacques AUXIETTE, Président.

L'innovation, facteur de croissance et d'emploi dans l'industrie ?

- Animateur :** *Une question posée par ERNST & YOUNG (Marc LHERMITTE, International Location Advisory Services), avec la participation de :*
- Président :** *WHIRLPOOL, Michael TODMAN, Executive Vice President, Whirlpool Corporation, President, Whirlpool Europe ;*
- Intervenants :** *RENAULT, Georges DOUIN, Executive Vice President, Strategics and Product Planning, and International Operation CEO ;*
AKEBONO BRAKE, Hisataka NOBUMOTO, President ;
GENERAL ELECTRIC FRANCE, Francis BAILLY, National Executive President ;
PAIZ, Polish Information and Foreign Investment Agency, Sebastian MIKOSZ, Executive Vice President.

Le sujet – En mars 2000, le sommet européen de Lisbonne a fixé à l'Union européenne, l'objectif de devenir « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi ». La recherche doit donc apporter sa contribution à la création d'activités axées sur l'innovation. L'Europe, avec 5,6 chercheurs ou ingénieurs de recherche pour 1 000 actifs, est en retard par rapport à la moyenne de l'OCDE, qui se situe à 6,15, des États-Unis (8,1) et du Japon (9,7). Le chiffre équivalent en France atteint 6,2, mais l'emploi scientifique est menacé par des départs à la retraite massifs prévus entre 2004 et 2012 et par une désaffection des jeunes envers les filières scientifiques et techniques. « L'Union européenne est à l'origine de presque un tiers des connaissances scientifiques dans le monde. Elle possède des compétences reconnues dans les domaines de la recherche médicale et des sciences de l'environnement, et occupe le premier rang mondial dans beaucoup de domaines de la chimie, de la physique, de la pharmacologie, de l'aérospatiale, des télécommunications et des transports. Pourtant, dans certains de ces secteurs,



l'UE est en retard sur les États-Unis ou le Japon car elle réussit moins bien à convertir ces résultats en technologies commerciales ». ³

Externalisation et partenariat : quel impact sur la localisation des investissements internationaux ?

Jeudi 27
mai
15 h 00

- Animateur :** *Pour débattre de la question, autour de ERNST & YOUNG (Thierry MULLER, Partner) :*
- Président :** *MICROSOFT, Jean-Philippe COURTOIS, CEO Microsoft Europe, Middle East and Africa ;*
- Intervenants :** *DAI NIPPON PRINTING, Koichi TAKANAMI , Senior Managing Director ;*
CZECHINVEST, Martin JAHN, Managing Director ;
WAIPA⁴, Patricia FRANCIS, President ;
SIEMENS GROUP FRANCE, Philippe Carli, CEO ;
BANGALORE, Shri B. V. NAIDU, Director.

Le sujet – Qu'il s'agisse d'*outsourcing*, d'externalisation, de sous-traitance, d'infogérance ou encore de *facilities management*, le principe reste le même : confier tout ou partie d'une fonction ou d'une prestation de services à un acteur spécialisé, pour une durée déterminée avec, en général, une obligation de résultats. Aujourd'hui, de nombreuses entreprises internationales sous-traitent leur comptabilité, leurs expéditions de colis ou de lettres, leurs services RH, la production de pièces détachées, l'impression papier... Mais jusqu'où peut-on aller dans ce domaine ? Question sensible, tout particulièrement dans les secteurs des technologies de l'information ou des services financiers, où les *back-offices* informatiques, les centres d'appels, les départements de programmeurs essaient en Asie ou en Afrique du Nord. Le candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine, John Kerry, a ainsi déclenché une polémique au cours d'une campagne de télémarketing téléphonique lors de sa primaire dans l'État du Wisconsin. Les appels provenaient d'un centre de l'Ontario, au Canada, et non d'un prestataire américain ! L'externalisation est un principe qui date de plus de vingt ans, notamment en informatique. Elle implique des relations de confiance et de partenariat entre un client et le ou les prestataires. La localisation des investissements internationaux doit être fondée sur une convergence d'intérêts en articulant les atouts des territoires à l'innovation et aux entreprises industrielles. Dans le rapport de la DATAR⁵, publié en janvier 2004, sur « La France, Puissance Industrielle », certains pays européens entament déjà des évolutions. L'*outsourcing* peut donc s'avérer un atout considérable en vue d'attirer les investissements internationaux grâce à une politique industrielle menée conjointement avec les régions.

³ Source : Europa, site portail de l'Union européenne (<http://europa.eu.int/>).

⁴ Au cours d'un petit déjeuner, le lendemain, le sujet est abordé du point de vue des agences de développement des régions et pays du Sud, fédérées au sein de l'organisation WAIPA.

⁵ <http://www.datar.gouv.fr>.



Jeudi 27
mai
15 h 00

Le capital humain : comment développer, attirer, et ancrer les ingénieurs et chercheurs de haut niveau ?

- Animateur :** *L'animateur, issu du EUROPEAN BUSINESS INNOVATION CENTRES NETWORK (Philippe VANRIE, Managing Director), donnera la parole à :*
- Président :** *SAGEM, Grégoire OLIVIER, CEO ;*
- Intervenants :** *SCHLUMBERGER, Jean-Dominique PERCEVAULT, Président Directeur Général ;
HONEYWELL, Jaroslav DOLEZAL, National Executive for Czech Republic ;
University of Texas at Dallas, John W. FOWLER, Director of New Initiatives School of Management-Executive Education ;
COMPASS, Clive GRUNDY, Group Human Resources Director ;
JETRO PARIS, Tsuyoshi NAKAI, General Director.*

Le sujet – La mobilité internationale des compétences (« la circulation des cerveaux ») va s'accroître dans l'avenir. La compétition internationale sera de plus en plus âpre. « Le manque de fonds n'est pas le seul obstacle à l'innovation européenne. Pour les chercheurs, passer d'un pays à un autre ou du secteur public au secteur privé n'est pas aussi facile que cela devrait l'être ; les règlements et les normes applicables aux produits peuvent rendre difficile la mise sur le marché de produits innovants ; le dépôt d'un brevet coûte cinq fois plus cher dans l'UE qu'aux États-Unis. La Commission européenne essaie de plus en plus de tenir compte de ces questions dans tous les domaines dont elle s'occupe »⁶. Selon une étude de la Warwick University, sur les 1 200 scientifiques les plus réputés dans le monde, plus de 700 sont aux États-Unis. La volonté de leurs universités pour concentrer les moyens et attirer les talents tient à la fois d'une philosophie privilégiant les élites, la spécialisation, les liens étroits avec les entreprises et les financements privés, sans oublier une volonté forte des gouvernants. La recherche doit être valorisée et considérée comme économiquement stratégique. Plusieurs pays comme le Japon, malgré une récession qui aura duré dix ans, ont massivement investi dans ce domaine. Au pays du Soleil Levant, 148 milliards d'euros entre 1995 et 2000 ont été dépensés, et 210 milliards le seront entre 2000 et 2005 (source : *Le Monde* du 3 mars 2004). L'Europe doit donc rattraper non seulement « l'Ouest » et « l'Est » par de l'investissement, mais aussi modifier ses approches pour garder ses cerveaux.

⁶ *Avenir de la recherche*, 18 décembre 2003, Ministère délégué à la Recherche et aux Nouvelles technologies.



Jeudi 27
mai
15 h 00

Environnement et développement durable : les nouveaux « green fields » ?

- Animateur :** *Pour discuter de cette question, viendront à la tribune, animée par ERNST & YOUNG (E. DUVAUD, Partner) :*
- Président :** *SONY Europe, Serge FOUCHER, President ;
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE, Claude MANDIL, Directeur Exécutif ;*
- Intervenants :** *TIMBERJACK ENERGY TECHNOLOGY, Dr Arto TIMPERI, Manager ;
EUROFINS SCIENTIFICS, Gilles MARTIN, Chairman and CEO ;
VILLE DE CHATELLEREAULT, Édith CRESSON, ancien premier ministre et commissaire européen ;
WHIRLPOOL FRANCE, Christian BRABANT, Market Director, President ;
EDF PAYS DE LA LOIRE, Philippe AUDIC, Regional Delegate.*

Le sujet – Les progrès technologiques du XX^e siècle accompagnés d'une croissance démographique sans précédent ont « fait naître des risques d'exploitation excessive des ressources et des destructions irréversibles du patrimoine naturel », selon la Charte de l'environnement⁷, qui vont à l'encontre du développement durable.⁸ La question est posée : le développement durable est-il un axe de développement ou une contrainte imposée à l'entreprise puisqu'il faudra consommer moins d'énergie et recycler des produits ? « La recherche et l'innovation doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement. » Le développement durable peut ainsi susciter la création de nouveaux « green fields » et être le moteur de futurs débouchés industriels. Pour encourager la diffusion du développement durable auprès des acteurs économiques, le Ministère français de l'Industrie a recensé 113 technologies⁹ existantes et en émergence, concernant notamment le traitement de l'eau, l'énergie, la lutte contre le bruit, la valorisation des déchets, la protection des sites et des sols. Cette démarche part de la conviction que la préservation de l'environnement constitue non seulement un impératif de société, mais aussi une opportunité de développement économique pour le secteur industriel des éco-industries, qui emploie plus de 150 000 personnes en France et réalise 20,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

⁷ 25 juin 2003.

⁸ Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il implique dans une approche globale les questions sociales, environnementales et économiques.

⁹ Consultables sur le site http://www.industrie.gouv.fr/enjeux/developpement_etudes.htm



Clusters : sont-ils vraiment attractifs ?

- Animateur :** *Autour de EURADA, qui assure l'animation (David WALBURN, President), ce sont les entreprises suivantes qui témoignent :*
- Président :** *GE PLASTICS, Mario ARMERO, Chairman of the Board of GE for Spain and Portugal ;*
- Intervenants :** *JYVÄSKYLÄ REGIONAL DEVELOPMENT COMPANY JYKES Ltd, Ritva NIRKKONEN, Managing Director ;*
FIRJAN, Edouardo GOUVEA VIEIRA, President ;
ROBERT HUGGINS Associates, Robert HUGGINS, Chief Executive ;
UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE, Philippe CHALMIN, Associate Professor of International Affairs ;
TEXAS, Geoffroy.S CONNOR, Secretary of State.

Le sujet – Le *cluster* est de plus en plus considéré comme l'outil du développement économique le plus apte à favoriser la compétitivité des entreprises d'un territoire.

Fondé sur la mise en réseau des entreprises, de prestataires de services spécialisés et de fournisseurs, il permet des économies d'échelle tout en maintenant la concurrence entre les entreprises en faisant partie. Le *cluster* concerne à la fois les acteurs publics (agences de développement, régions, ...) et les acteurs privés (entreprises, associations d'employeurs). Quel rôle doit être assumé par chaque acteur en vue de favoriser l'émergence d'un *cluster* et sa dynamique ? Quel bénéfice peut tirer une entreprise d'une participation active dans un *cluster* ? Les avantages sont-ils différents en fonction du type d'entreprise : PME, grandes entreprises ou entreprises multinationales ? Le *cluster* doit-il se limiter aux entreprises dites innovantes ? Y a-t-il un avenir pour des entreprises qui ne s'intégreraient pas au sein d'un *cluster* ou qui quitteraient un tel réseau ?

Nos propositions pour rendre l'Europe plus attractive et plus compétitive

Entre les présidents des cinq ateliers du jeudi et les représentants des États et des régions s'installe un dialogue qui se nourrit des interventions et discussions de la veille. Il est le point d'orgue de LA BAULE 2004.

Rendez-vous
vendredi 28 mai à 9 h 30



ANNEXE : le programme en un clin d'œil

Jeudi 27 mai	Vendredi 28 mai
09 h 30 / 10 h 05 – Keynote Adress.	8 h 00 / 9 h 15 – Quatre petits déjeuners en parallèle : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Spécial « Entente cordiale », le centenaire. ▪ Les leviers financiers pour l'innovation. ▪ Anima : localisation des <i>back-offices</i>. Une chance pour le Sud ? ▪ Spécial Paris Europlace : l'attractivité de la place financière européenne.
10 h 05 / 10 h 45 – Présentation du baromètre annuel d'Ernst & Young.	
10 h 45 / 12 h 30 – Table ronde : Comment favoriser la croissance en Europe ?	
	9 h 30 / 10 h 45 – Table ronde : Dialogue entre les dirigeants et les responsables politiques européens.
	11 h 15 / 12 h 45 – Table ronde : Compétitivité, comment rendre l'Europe plus innovante ?
13 h 00 / 14 h 30 – Déjeuner débat à l'Hermitage, avec XEROX : Anne MULCAHY, President and CEO, keynote speaker	12 h 15 / 13 h 15 – Clôture par Jacques Barrot et Pat Cox
15 h 00 / 17 h 00 : Cinq ateliers en parallèle : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'innovation, facteur de croissance et d'emploi dans l'industrie. ▪ Externalisation et partenariat, quelle localisation pour les investissements internationaux. ▪ Le capital humain : comment développer, attirer et ancrer les ingénieurs et chercheurs de haut niveau ? ▪ Environnement et développement durable : les nouveaux « green fields ». ▪ Les <i>clusters</i> et leur attractivité. 	13 h 15 – Déjeuner à l'Hermitage
17 h 15 / 18 h 00 – <i>Success stories</i> . Pourquoi et comment j'ai investi en Europe. Deux grands patrons d'entreprises internationales témoignent de leur stratégie d'investissement.	
20 h 00 – Dîner de gala avec cérémonie des Awards des meilleurs investissements en Europe, à bord du MSC Opéra, aux Chantiers de l'Atlantique	